

ANTHROPEN

Le dictionnaire francophone d'anthropologie ancré dans le contemporain

CITOYENNETÉ

Gaudet, Stéphanie
Université d'Ottawa

Date de publication : 2025-11-02

DOI : <https://doi.org/10.47854/rse3tt10>

[Voir d'autres entrées dans le dictionnaire](#)

La citoyenneté représente un concept central dans l'analyse des sociétés contemporaines, traversant les frontières disciplinaires de l'anthropologie, de la géographie, de la sociologie et des sciences politiques. Elle est souvent réduite à sa dimension statutaire qui confère des droits et des devoirs aux individus au sein d'un État nation, pourtant elle est désormais étudiée comme un processus social et politique, ainsi que comme un ensemble de pratiques qui varient dans le temps et l'espace.

La notion de citoyenneté occidentale moderne trouve ses racines dans la Révolution française du XVIII^e siècle, mais ses significations et ses pratiques ont considérablement évolué. Le courant des *citizenship studies* mené par Isin et Turner (2007) a particulièrement contribué à élargir la compréhension de cette notion en démontrant que des « actes de citoyenneté » peuvent être performés par ceux qui ne possèdent pas le statut formel de citoyen, remettant ainsi en question les frontières traditionnelles entre citoyens et non-citoyens.

Le concept possède des dimensions formelle, substantive et vécue, permettant de saisir comment le statut juridique s'articule aux pratiques effectives et aux expériences quotidiennes pour fabriquer la citoyenneté contemporaine.

La citoyenneté formelle renvoie à la dimension juridico-politique du concept, tel qu'elle s'est historiquement constituée avec l'émergence de l'État nation moderne. Dans cette acception, la citoyenneté est définie comme un statut social, mais également comme une appartenance – un *membership* – à une communauté territoriale et nationale qui confère des droits et des obligations. La théorisation la plus influente de la citoyenneté demeure celle de Marshall (1950) qui a expliqué comment l'appartenance à la communauté nationale s'est développée à travers le temps par l'obtention de trois types de droits : 1) les droits civils acquis à la suite des révolutions françaises et anglaises (XVII^e-XVIII^e siècles) ont d'abord garanti les libertés individuelles et l'égalité fondamentale entre tous les membres ; 2) les droits politiques (XIX^e siècle) ont permis la participation des citoyens au pouvoir politique ; 3) les droits sociaux (XX^e siècle) ont assuré un minimum de bien-être économique pour atténuer

les effets des inégalités de classes sociales sur l'exercice des droits citoyens. Ce modèle marshallien a fait l'objet de nombreuses critiques pour son caractère évolutionniste, androcentriste et son ancrage spécifiquement britannique, mais il continue d'influencer les débats contemporains.

La notion d'appartenance à la communauté demeure au cœur de différentes conceptions de la citoyenneté formelle et les traditions nationales produisent des modèles différents d'appartenance afin d'inclure ou d'exclure des membres (Brubaker 1992). Par exemple, le modèle civique, associé à la France, privilégie la citoyenneté par le droit du sol et l'adhésion aux principes républicains, tandis que le modèle ethnique, historiquement lié à l'Allemagne, met l'accent sur les liens de sang et l'ascendance. Une autre dimension de la citoyenneté formelle touche l'identité subjective, c'est-à-dire le sentiment d'appartenance et les obligations morales (Joppke 2007). Ces trois aspects de la citoyenneté formelle démontrent qu'elle ne peut pas se réduire à son aspect purement juridique et qu'elle est plutôt imbriquée dans des processus sociaux, culturels et émotionnels.

La notion de droits sociaux renvoie à l'importance de comprendre la capacité réelle des individus et des groupes de participer pleinement à la vie sociale et politique au-delà du statut formel de citoyenneté. C'est ce que nous appelons la citoyenneté substantive ou sociologique. Ce concept met en lumière l'écart, souvent considérable, entre les droits et leur réalisation pratique. Ruth Lister (2007) a été pionnière dans cette approche en critiquant l'aspect universaliste de la citoyenneté marshallienne calquée sur une vision androcentrique qui laissait dans l'ombre plusieurs groupes, notamment les femmes, qui peinaient à accéder à tous les droits sociaux et politiques.

Cette critique s'étend au-delà du genre pour englober d'autres formes de marginalisation, comme celles des migrants ainsi que celle des enfants et des jeunes que l'on considère rarement comme des citoyens à part entière (Gaudet et Caron 2024). En mettant l'accent sur la citoyenneté inclusive, Lister ouvre la voie à de nombreuses réflexions, notamment celle de Yuval-Davis (2015) qui offre un cadre théorique particulièrement pertinent pour comprendre comment l'imbrication de différents rapports sociaux contraint le plein exercice de la citoyenneté. Elle propose le concept d'« intersectionnalité située » qui prend en compte la façon dont la classe, le genre, la race/ethnicité et les autres divisions sociales mutuellement constitutives, mais irréductibles les unes aux autres, participent à la production de la citoyenneté substantive.

D'un point de vue analytique, l'étude des dimensions substantives de la citoyenneté a mené les chercheurs à étudier le point de vue subjectif de la citoyenneté chez ceux qui étaient en marge de celle-ci. Le concept de citoyenneté vécue (*lived citizenship*), d'abord proposé par Lister, a émergé au cours des deux dernières décennies comme un concept clé pour analyser la citoyenneté, représentant un tournant majeur dans la compréhension du phénomène. De plus en plus d'auteurs ont mobilisé ce concept pour reconnaître les expériences incarnées, relationnelles et vécues du fait d'être citoyen dans la vie quotidienne (Kallio, Wood et Häkli 2020).

Cette approche s'enracine dans les critiques féministes et postcoloniales des conceptions marshalliennes de la citoyenneté. Plutôt que penser la citoyenneté comme étant l'acquisition d'un statut, l'approche vécue cherche à rendre compte de la signification que prend l'exercice de la citoyenneté pour les individus et les groupes. Elle met l'accent sur la dimension subjective, explorant la manière dont elle est

ressentie, pratiquée et négociée dans les espaces quotidiens à différentes échelles locales, nationales et transnationales indépendamment du statut juridico-légal des citoyens.

L'analyse des interactions entre ces trois dimensions révèle la nature profondément dynamique de la citoyenneté contemporaine. Ces dimensions ne sont pas des catégories mutuellement exclusives, mais plutôt des facettes interdépendantes d'un phénomène social complexe qui doivent se lire à la fois dans des rapports verticaux entre l'État et les individus, mais aussi dans des « rapports horizontaux de concitoyenneté », impliquant des négociations constantes entre statut, pratiques et expériences (Neveu 2004). La citoyenneté représente ainsi un point de convergence dynamique ancré dans le temps et l'espace où s'affrontent différentes logiques : juridiques, sociales, culturelles et politiques (Clarke et al. 2014).

Le mouvement *Ni Una Menos* (Pas une de moins) offre une illustration particulièrement éclairante de l'articulation entre les dimensions formelle, substantive et vécue de la citoyenneté (Friedman et Rodríguez Gustá 2023). Ce mouvement a vu le jour en Argentine en 2015 en réaction à l'augmentation alarmante des féminicides et s'est rapidement étendu à travers l'Amérique latine et à travers plusieurs générations de femmes.

Du point de vue de la citoyenneté formelle, les femmes mobilisées possédaient les droits civiques et politiques garantis par leurs constitutions nationales respectives. Elles jouissaient théoriquement du droit à la vie, à la sécurité, à la participation politique et à l'égalité devant la loi. Malgré l'égalité juridique entre les hommes et les femmes, les femmes latino-américaines font face à des taux de féminicides parmi les plus élevés au monde, à des systèmes judiciaires défaillants, à l'absence de politiques publiques efficaces de protection, et à des inégalités économiques structurelles. L'écart entre ces droits formels et leur reconnaissance défailante a catalysé le mouvement qui dénonce l'incapacité des États à garantir substantivement des droits fondamentaux, exposant comment l'intersectionnalité du genre, de la classe et de la race/ethnicité produit des vulnérabilités spécifiques.

Le mouvement *Ni Una Menos* illustre également comment la citoyenneté vécue peut être un moteur de transformation sociale. Les femmes performant leur citoyenneté en occupant massivement l'espace public, transformant leur douleur et leur rage en action politique collective. Les manifestantes créent de nouveaux espaces politiques à travers des performances artistiques, des grèves, et l'utilisation créative des réseaux sociaux. Elles articulent des revendications qui vont au-delà de la protection contre la violence : elles revendiquent une éducation sexuelle pour tous, le droit à l'avortement légal et l'égalité salariale.

Le concept de citoyenneté renvoie donc à un phénomène qui dépasse les limites de l'appartenance à l'État nation. La citoyenneté est constamment négociée, performée et ressentie en fonction de contextes spatiaux et temporels spécifiques. Pour comprendre cette complexité, il est important, comme nous l'avons mentionné, de tenir compte des trois dimensions de la citoyenneté : formelle, substantive et vécue. La citoyenneté formelle demeure structurante dans la définition des appartenances légales et des droits fondamentaux, mais sa dimension substantive met en lumière les écarts persistants entre les droits statutaires et les capacités effectives qu'ont les individus d'en bénéficier dans leur vie quotidienne. Finalement, la dimension vécue

tient compte des expériences quotidiennes, des affects, des pratiques et de la subjectivité des acteurs sociaux de ce phénomène.

Ces trois dimensions de la citoyenneté offrent un aperçu des dynamiques complexes de la citoyenneté, mais pourraient être enrichies par des apports critiques contemporains. Entre autres perspectives, l'observation de différentes échelles spatiales nous rappelle que la citoyenneté peut s'observer et se réfléchir au-delà des frontières d'un pays pour s'étendre à une échelle transnationale. Pensons notamment aux appartenances multiples que développent les populations migrantes. Les approches décoloniales contestent d'ailleurs les épistémologies occidentalocentrées de la citoyenneté nationale, proposant des conceptions alternatives ancrées dans les expériences du Sud global (Mignolo 2013). Les écologistes s'ajoutent à cette voix critique pour inclure une vision de la citoyenneté qui inclut l'environnement et les générations à venir dans une perspective globale (Sauvé 2017). À l'échelle microsociale, les réalités singulières des grandes villes rappellent qu'une citoyenneté urbaine existe avec son cadre juridique spécifique, ses pratiques et son sentiment d'appartenance (Blokland et al. 2015). Finalement, au-delà des lieux géographiques, les espaces virtuels révèlent quant à eux de nouveaux lieux de participation politique tout en générant des formes inédites d'inclusion et d'exclusion de citoyenneté digitale (Türk 2022).

Les défis contemporains – migrations globales, diversité croissante, montée des populismes, crises démocratiques – rendent cette compréhension élargie de la citoyenneté plus nécessaire que jamais. En reconnaissant la citoyenneté comme un processus dynamique plutôt que comme un phénomène fixe, comme une pratique contestée plutôt que comme un statut donné, nous pouvons mieux saisir les transformations en cours des réalités politiques, géographiques et sociales.

Références

- Blokland, T., C. Hentschel, A. Holm, H. Lebuhn, et T. Margalit, 2015, « Urban citizenship and right to the city: The fragmentation of claims », *International Journal of Urban and Regional Research* 39 (4) : 655-665, <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12259>
- Brubaker, R., 1992, *Citizenship and Nationhood in France and Germany*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, <https://doi.org/10.2307/j.ctv26071qp>
- Clarke, J., K. Coll, E. Dagnino et C. Neveu (dir.), 2014, *Disputing Citizenship*, Bristol, Policy Press.
- Friedman, E.J. et A.L. Rodríguez Gustá, 2023, « "Welcome to the Revolution": Promoting generational renewal in Argentina's Ni Una Menos », *Qualitative Sociology* 46 (2) : 245-277, <https://doi.org/10.1007/s11133-023-09530-0>
- Gaudet, S. et C. Caron (dir.), 2024, *Faire l'expérience de la démocratie. Les tiers-lieux de l'éducation à la citoyenneté des jeunes au Québec*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, <https://ruor.uottawa.ca/server/api/core/bitstreams/e8d61940-81aa-4e90-87c2-fbf082835854/content>
- Isin, E.F. et B.S. Turner, 2007, « Investigating citizenship: An agenda for citizenship studies », *Citizenship Studies* 11 (1) : 5-17, <https://doi.org/10.1080/13621020601099773>

Joppke, C., 2007, « Transformation of citizenship: Status, rights, identity », *Citizenship Studies* 11 (1) : 37-48, <https://doi.org/10.1080/13621020601099831>

Kallio, K.P., B.E. Wood et J. Häkli, 2020, « Lived citizenship: Conceptualising an emerging field », *Citizenship Studies*, 24 (6) : 713-29, <https://doi.org/10.1080/13621025.2020.1739227>

Lister, R., 2007, « Inclusive citizenship: Realizing the potential », *Citizenship Studies* 11 (1) : 49-61, <https://doi.org/10.1080/13621020601099856>

Marshall, T.H., 1950, *Citizenship and Social Class, and Other Essays*, Cambridge, Cambridge University Press.

Mignolo, W., 2013, « Géopolitique de la sensibilité et du savoir. (Dé)colonialité, pensée frontalière et désobéissance épistémologique », *Mouvements* 73 (1) : 181-190, <https://doi.org/10.3917/mouv.073.0181>

Neveu, C., 2004, « Les enjeux d'une approche anthropologique de la citoyenneté », *Revue européenne des migrations internationales* 20 (3) : 89-101, <https://doi.org/10.4000/remi.2024>

Sauvé, L., 2017, « L'éducation à l'écocitoyenneté », in A. Barthes et J.M. Lange (dir.), *Dictionnaire critique des enjeux et concepts des « Éducatons à »*, Paris, L'Harmattan : 56-65.

Türk, P., 2022, « De quelle société politique le citoyen numérique est-il membre ? » *La Revue des droits de l'homme. Revue du Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux*, n° 22 (juin), <https://doi.org/10.4000/revdh.15235>

Yuval-Davis, N., 2015, « Situated intersectionality and social inequality », *Raisons Politiques* 58 (2) : 91-100, <https://doi.org/10.3917/rai.058.0091>